

*Budget—M. Whelan*

n'assure un revenu quelconque aux producteurs inefficaces qui sont paresseux et qui ne veulent pas travailler. Ils doivent travailler pour obtenir le niveau de vie et le revenu net que j'ai mentionnés.

J'ai entendu bien des gens parler de l'industrie laitière. Certains députés étaient à la Chambre quand j'ai présenté le nouveau programme laitier de 1978-1979. Un certain nombre de députés qui m'écoutent ce soir étaient à la Chambre quand j'ai présenté ce nouveau programme. Ils ne m'ont même pas écouté. Je suis certain qu'un grand nombre n'ont même pas lu la documentation que nous leur avons alors distribuée. Cependant, je soutiens qu'il n'y a aucun autre pays au monde . . .

● (2132)

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Whelan:** Monsieur l'Orateur, que nous le voulions ou non, nous sommes citoyens du monde ou d'un pays appelé le monde. Le député s'esclaffe. Il est regrettable qu'il ne soit pas mieux renseigné, car nous sommes les citoyens du monde, que vous l'appeliez un pays ou une lithosphère. Nous sommes les citoyens de cette vaste planète. Certains députés de l'opposition, à en juger par leur attitude, refusent probablement de reconnaître qu'elle est ronde.

**Des voix:** Oh, oh!

**Une voix:** Revenons au débat sur le budget.

**M. Whelan:** Quelqu'un dit de revenir au débat sur le budget. J'ignore ce que le député de Peace River (M. Baldwin) a dit durant le débat sur le budget. Je n'ai pas pris connaissance de son discours dans les médias. S'il a dit quelque chose, c'est sans doute à propos d'un mode de renseignements qu'il a imaginé et qui remplirait d'argent les poches d'autrui. Il parle de choses qui, en régime démocratique, ont autant leur place dans la sécurité du revenu familial qu'une boule de neige en enfer. Je n'ai pas reçu de lui beaucoup de lettres ces derniers temps au sujet de ce qui se passe dans sa circonscription, bien que dans la circonscription de Peace River, même la caisse du patrimoine de notre ami Peter pourrait aider les gens de ce coin-là. La province de l'Alberta possède tant de millions qu'elle les entasse. Le député de Peace River parle beaucoup du canadienisme. S'il peut dire que la caisse du patrimoine a favorisé l'esprit de justice à travers le Canada, j'aimerais qu'il vienne me l'expliquer, en utilisant des termes que le paysan que je suis puisse comprendre.

Le budget a fait beaucoup plus que la plupart des gens ne l'imaginent pour aider les agriculteurs. Prenez le cas de cette partie du budget qui concerne les recherches. Dorénavant, le secteur privé qui effectue des travaux de recherche en agriculture pourra réclamer comme exemption 50 p. 100 de ses frais. Voilà ce que nous voulons. Nous voulons que l'entreprise privée participe davantage à la recherche agricole. Voilà une occasion unique pour tous ceux du secteur privé qui déclareraient vouloir faire davantage. Cette occasion, ils l'ont maintenant.

Je constate que le député de Medicine Hat (M. Hargrave) est d'accord avec moi même avant que je ne fasse cette déclaration, car je sais qu'il a vraiment à cœur le bien-être de l'ensemble de nos sociétés agricoles. J'ignore si l'exploitation agricole du député est constituée en société, mais si tel est le cas, il pourra la transmettre en franchise à son fils ou à sa fille.

**M. Hargrave:** J'y compte bien.

[M. Whelan.]

**M. Whelan:** Oui, et je reconnais le mérite du député de Medicine Hat, de bien des députés de ce côté-ci qui ont fait le même genre de recommandation que lui. Nous voulions conserver à l'agriculture tous ces travailleurs expérimentés et ne pas les obliger à acheter deux fois leur exploitation agricole. Je tiens à dire une chose au député. Il est à bien des égards un grand défenseur de nos voisins du Sud. Pas tout le temps, cependant. Je lui demanderai si cela peut se faire aux États-Unis d'Amérique. Il sait bien que non et même lorsque l'ancien ministre des finances permit le transfert en franchise aux fils ou filles des propriétaires, M. Butt, secrétaire d'État à l'agriculture des États-Unis déclara: Vous avez complètement perdu la tête; jamais nous ne ferions cela aux États-Unis.

Au Canada, nous avons des problèmes dans le domaine de l'agriculture, mais ils sont beaucoup moins graves que ceux que connaissent les États-Unis. Le ministre des Finances (M. Chrétien) a fait la preuve de sa sincérité en satisfaisant aux vœux des députés de cette institution démocratique qu'est la Chambre des communes. Il a fait preuve de sincérité en se rendant aux demandes qui lui ont été faites d'instaurer une telle disposition. Je ne connais aucun autre pays qui permettrait cela.

Le Canada, nous ne devons pas l'oublier, a été bâti par des agriculteurs. Il a été bâti par des gens qui n'avaient pas eu l'occasion d'acquérir des terres dans leur pays d'origine, que ce soit le Royaume-Uni, l'Écosse, l'Irlande, la France ou quelque autre pays d'Europe. Leurs chances de devenir propriétaire et de bâtir de nouvelles institutions démocratiques étaient pratiquement inexistantes, pour ne pas dire moins.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Whelan:** J'ai récemment vu des chiffres qui montraient que l'Écosse compte moins d'un millier de propriétaires fonciers; la plupart sont des métayers. Voilà pourquoi la production agricole du Canada suscite tant d'admiration dans le monde entier. Des pays de l'hémisphère nord comme la Russie, la Chine et d'autres ne peuvent comprendre comment nous réussissons à être aussi productifs, non seulement en céréaliculture, mais aussi en fait de produits laitiers, de viande de boucherie, de volaille, et ainsi de suite. Aucun pays n'a atteint un degré d'efficacité comparable au nôtre. Aucun autre pays au monde ne donne autant de liberté d'action aux agriculteurs que le nôtre.

Le député de Kingston et les Îles (M<sup>lle</sup> MacDonald) parlait de coopération fédérale-provinciale. Je défie quiconque de me trouver un pays fédéraliste où il existe une collaboration plus étroite entre les différents ministères de l'Agriculture au niveau de la production alimentaire qu'au Canada. Par ailleurs, aucun ministre de l'Agriculture au monde n'a affaire à des provinces aussi puissantes que moi en ce qui concerne la production agricole.

Les députés pensent-ils que le secrétaire américain à l'Agriculture doit convoquer ses homologues des 52 états avant de pouvoir prendre une décision? Pas du tout. L'état fédéral a les pleins pouvoirs. Mais nous, les ministériels, nous croyons en la collaboration entre le fédéral et les provinces. Il y a jusqu'au gouvernement séparatiste de la province du Québec qui signe des accords avec nous concernant notamment des offices nationaux de commercialisation des poulets à rôtir. Il admet leur utilité pour l'agriculture. Il admet la structure actuelle, car il pense que l'agriculture doit avant tout relever du pouvoir